

Communiqué de presse

Les ministres changent mais pas le logiciel. Quand les parents seront-ils enfin entendus ? 24 élèves pas un de plus !

Alors que les parents de dizaines d'écoles, de collèges et de lycées de Seine-Saint-Denis se mobilisent depuis maintenant près de deux semaines pour se faire entendre sans succès des autorités académiques, la FCPE de Seine-Saint-Denis leur apporte son soutien plein et entier.

Notre fédération fait le triste constat de l'immobilisme de l'Éducation nationale souvent enfermée dans un monologue anxiogène pour les parents et les élèves. Notre fédération, qui a fait des inégalités scolaires le fil rouge de son action 2022-2023, ne peut que s'émouvoir de situations qui, ministre après ministre, restent sans solution :

- Les heures de cours non remplacées perdurent et les élèves de Seine-Saint-Denis continuent à perdre en moyenne au moins une année d'étude au cours de leur scolarité comme le dénonçaient déjà, dans leur rapport de 2018, les députés Cornut-Gentille et Kokouendo.
- L'école inclusive reste une illusion sans moyens humains et financiers. Que dire du rectorat de Créteil qui, à cette pénurie, répond que c'est la MDPH qui accorderait trop facilement des heures d'AESH en Seine-Saint-Denis pour justifier de son incapacité à répondre aux besoins des familles ?
- L'éducation prioritaire se réduit comme peau de chagrin, tous les prétextes étant bons pour diminuer les moyens.
- La réforme du baccalauréat tient toutes ses promesses dénaturant totalement l'année de terminale en laissant les élèves bien esseulés face à Parcoursup et leur orientation dans le supérieur.
- Les effectifs des classes augmentent insidieusement d'année en année alors que se multiplient les jeux d'écriture pour faire croire le contraire en ne comptant pas les élèves des dispositifs particuliers (Ulis, UP2A...). La promesse de 24 élèves maximum par classe n'est pas tenue et pourtant le Ministre supprime 1 500 postes à la rentrée prochaine. Pourquoi ?

Notre fédération déplore également le recul de la coéducation et les difficultés de plus en plus grandes que les parents et leurs représentants rencontrent dans le dialogue au quotidien. Elle constate avec effroi le recours de plus en plus récurrent au rapport de force, ou la main courante et l'exclusion remplacent la co-construction et la mesure pédagogique.

Notre fédération rappelle que l'école publique est le creuset de la citoyenneté et que les valeurs qu'elle porte préparent tous les élèves à l'exercer. Sans moyens et sans dialogue, l'école ne peut pas remplir sa mission.

Devant le silence du Ministre et de ses représentants académiques, notre fédération soutient toutes les mobilisations pacifiques des parents d'élèves de notre département.

Nos enfants sont l'avenir de tous, mobilisons-nous pour protéger notre école publique.